

Zeitschrift:	Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber:	Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band:	23 (2007)
Artikel:	Solidarités helvétiques envers la "commune espagnole" d'octobre 1934
Autor:	Rodriguez, Mari Carmen
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-520272

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

SOLIDARITÉS HELVÉTIQUES ENVERS LA «COMMUNE ESPAGNOLE» D'OCTOBRE 1934 MARI CARMEN RODRIGUEZ

LORSQU'ON ÉVOQUE L'HISTOIRE ESPAGNOLE des années 1930 et la solidarité internationale, les regards se portent immédiatement sur la guerre civile de 1936 à 1939, emblème du traumatisme qu'a vécu le pays au xx^e siècle et qui ne cesse de hanter sa mémoire. Pourtant, en élargissant notre angle de vue au-delà des bornes chronologiques du conflit, il existe, au seuil de cette mémoire, une page importante de l'histoire du mouvement ouvrier. Il s'agit de la «révolution» menée en octobre 1934 dans les Asturies, une région minière du nord de l'Espagne, et des multiples insurrections déclenchées parallèlement dans le pays. L'étude de cette page «oubliée», peut-être parce qu'elle représente un épisode controversé de l'expérience républicaine, est pourtant essentielle pour la compréhension de l'histoire du mouvement ouvrier, des régionalismes et de la violence politique en Espagne au xx^e siècle.

Si cette période fait couler moins d'encre que le conflit de 1936-39, il n'en a pas été de même à l'époque des événements. Ceux-ci ont représenté un symbole international de lutte ouvrière qui allait capter durant des mois l'attention de nombreux pays et déclencher de multiples démonstrations de solidarité. En France, par exemple, ils sont à l'origine de l'association des «Amis de l'Espagne»¹. En Algérie, ils inspirent la première pièce de théâtre d'Albert Camus, *Révolte dans les Asturies*, œuvre collective² qu'il présente ainsi en mars 1936:

Il est inutile d'insister sur l'intérêt de notre nouvelle entreprise, la première de ce genre à Alger. Nous avons trouvé dans la révolution d'octobre 1934 à Oviedo un exemple de force et de grandeur humaines.³

1. Association créée contre la répression et pour le droit d'asile des émigrés espagnols, à initiative de l'avocat Henri Torrès, de l'écrivain Élie Faure et du professeur au Muséum de Paris Paul Rivet. Elle compte parmi ses membres des intellectuels comme l'historien Lucien Febvre ou l'écrivain Georges Duhamel.

2. La pièce est écrite à Alger pour le Théâtre du Travail par Albert Camus, Jeanne Sicard et deux professeurs au lycée, Poignant et Bourgeois.

3. Albert Camus, dans le journal *La Lutte sociale*, 15 mars 1936.

En Suisse, des actions solidaires ont aussi vu le jour. Les recherches réalisées par Nic Ulmi à partir de la presse romande en ont donné un premier éclairage⁴.

Cet article se propose donc de compléter cette étude, à partir d'archives espagnoles et suisses. Mais avant d'aborder cette question, il est nécessaire de rappeler brièvement le contexte de ces événements.

Les débuts difficiles de la II^e République espagnole

Après le septennat dictatorial du militaire Primo de Rivera (1923-1931), l'Espagne tente depuis trois ans une expérience démocratique. Les élections au suffrage universel du 14 avril 1931, à la surprise générale, donnent pacifiquement naissance à la II^e République. Le président Manuel Azaña, dans des textes publiés en exil en 1939, rappelle que cette période a eu pour ses acteurs l'accent d'un printemps des peuples. Pourtant, «le peuple, excessivement content de son triomphe, ne voyait pas les difficultés du chemin. En réalité, elles étaient immenses»⁵. En effet, la société espagnole est alors profondément divisée. Le jeu des forces en présence étant très complexe, nous ne mentionnons ici que les principales⁶.

D'un côté se trouvent les défenseurs d'un gouvernement progressiste qui a rapidement promu la pluralité des partis politiques, la séparation de l'Église et de l'État, la liberté d'expression et de culte, l'éducation laïque, les réformes agraires, la légalisation du divorce, l'autonomie de la Catalogne, etc. Dans un pays marqué par de grandes inégalités sociales et un contexte de crise économique mondiale, les attentes sont nombreuses et les difficultés apparaissent très tôt. Le mouvement ouvrier et les paysans sans terre, notamment, revendiquent davantage de droits sociaux et des changements plus radicaux. Ils sont principalement représentés par le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), l'Union générale des Travailleurs (UGT), la Confédération nationale du Travail (CNT) et la Fédération anarchiste ibérique (FAI). Le chômage galopant et des

4. Voir son article «Solidarité avec les ‘communards’ des Asturies et préparatifs pour l’Olympiade», in *La Suisse et l’Espagne de la République à Franco (1936-1946)*, édité par Mauro Cerutti, Sébastien Guex et Peter Huber, Lausanne, Antipodes, 2001, pp. 209-217.

5. Manuel Azaña, *Causas de la Guerra de España*, prologue de Gabriel Jackson, Barcelone, ed. Crítica, 2004, pp. 22-3 [Notre traduction].

6. Pour davantage de précisions, voir notamment Octavio Ruiz Manjón, «La vida política en el segundo bienio republicano», in Santos Julià (coord.), *República y Guerra en España (1931-1939)*, Madrid, Espasa Calpe, 2006, pp. 77-129. Eduardo González Calleja, «La dialéctica de las pistolas. La violencia y la fragmentación del poder en la Segunda República», in Javier Muñoz, José Luis Ledesma & Javier Rodrigo (coord.), *Culturas y políticas de la violencia. España siglo XX*, Madrid, Siete Mares editorial, 2005. Manuel Villar, *El anarquismo en la insurrección de Asturias. La C.N.T. y la F.A.I. en octubre de 1934 [1936]*, Madrid, Fundación de Estudios Libertarios Anselmo Lorenzo, 1994. Ainsi qu'un classique: Manuel Tuñón de Lara, «La segunda república», in *Historia de España*, tome IX, Barcelone, Ed. Labor, 1981, pp. 107-191.

conditions de travail désastreuses mènent à une série de grèves violentes, prenant parfois la forme d'insurrections armées, qui donnent lieu à de violentes répressions policières. L'exemple du massacre du village andalou de Casas Viejas, en janvier 1933, a marqué les esprits. Les gardes civils ont tiré sans discernement sur la population. Pour en finir avec un vieux résistant anarchiste, «Seis Dedos», retranché dans sa maison avec toute sa famille, l'armée met le feu à l'habitation et tue ceux qui s'enfuient. Au cours de cette période, le mouvement ouvrier espagnol se radicalise massivement. L'insurrection des Asturies en constitue le moment phare.

De l'autre côté, une frange conservatrice et réactionnaire, dont beaucoup admirent les «modèles» fascistes européens, s'oppose ouvertement aux tentatives de réformes. La réaction de l'armée s'illustre fortement lors d'une première tentative de soulèvement militaire, déclenchée le 10 août 1932 par le général Sanjurjo, mais sans succès. L'alignement idéologique sur le fascisme et le nazisme est incarné par le parti de la Phalange espagnole, fondé le 29 octobre 1933 par José Antonio Primo de Rivera (fils de l'ancien dictateur). Enfin, une union de la majorité de la droite conservatrice, la Confédération espagnole des Droites autonomes (CEDA), née au début de l'année 1933 sous l'égide de José María Gil Robles, privilégie la stratégie de la voie électorale pour combattre les lois progressistes.

En avril 1933, les femmes votent pour la première fois⁷. La gauche, affaiblie par l'abstention des milieux anarchistes, perd les élections municipales. Le triomphe de la CEDA ouvre une crise du gouvernement républicain et provoque la démission du progressiste Azaña en septembre. Les élections parlementaires de novembre débouchent ensuite sur la présidence d'Alexandre Lerroux, du Parti radical, ce qui inaugure une politique de collaboration avec la droite. La CNT, qui a boycotté les urnes, organise des grèves de protestation. Des tentatives d'insurrection échouent et se soldent par des détentions comme celle de l'anarchiste Durruti. Dans d'autres régions, des expériences de «communisme libertaire» sont engagées (à Daroca, Huesca, Teruel, Alava et une partie de la Rioja). Au parlement, le démantèlement de la République progressiste a commencé. Une loi d'amnistie réhabilite Sanjurjo mais pas les anarchistes; des décrets de «contre-réforme agraire» annulent les expropriations de grands territoires agraires nobiliaires, laissant la fixation des salaires au gré des propriétaires terriens. On est ainsi entré dans le *bienio negro* qui va marquer ultérieurement la mémoire historique de la gauche.

7. Selon Tuñón de Lara, dans les villes, notamment à Madrid (où le vote féminin atteint 52 %), la gauche bénéficie de cet élargissement électoral. In «La segunda...», *op. cit.*, p.171.

1934 connaît une intensification dramatique de la violence. L'année commence par d'intenses grèves dans les campagnes et dans les villes, donnant lieu à des altercations avec les forces de l'ordre. La baisse des salaires et la hausse du chômage augmentent la tension. Au printemps, quelques représentants de la droite réactionnaire rendent visite à Mussolini pour lui demander avec succès des armes et un financement. Au mois de juin, les révoltes agraires déclenchent une forte répression des gardes civils. En été, des membres de la phalange assassinent une jeune socialiste et un militant communiste, provoquant des manifestations des Jeunesses socialistes et communistes. La polarisation des forces politiques devient très forte. La CEDA, à travers Gil Robles, fait pression sur Lerroux pour entrer au gouvernement, alors que l'UGT, sous la direction de Francisco Largo Caballero, envisage une insurrection nationale si Gil Robles devait obtenir gain de cause.

L'insurrection d'octobre

Le 4 octobre 1934, l'entrée des ministres de la CEDA au gouvernement met le feu aux poudres. Le lendemain, la grève générale est décrétée dans toutes les villes du pays.

À Madrid, le mouvement paralyse la métropole durant quelques jours. Le gouvernement Lerroux répond aux mobilisations ouvrières par celles de l'armée régulière, des gardes civils et de la légion. Gil Robles octroie immédiatement le commandement des opérations militaires à un certain Franco qui, se trouvant à Madrid lors de l'insurrection, fait intervenir la légion. Le mouvement ouvrier répond avec des barricades édifiées dans toute la ville. Très vite, les combats se soldent par une défaite des forces ouvrières et l'arrestation de Largo Caballero.

En Catalogne, le mouvement de grève est bien suivi et la République de Catalogne proclamée par Companys. Mais les troupes du général Batet, au service du gouvernement Lerroux, organisent la lutte armée contre la Généralité catalane (le Parlement), forçant le président Companys à se rendre pour éviter un bain de sang. Le coordinateur de l'insurrection indépendantiste, le militaire Perez Farras, condamné à mort, est sauvé *in extremis* par la ténacité du parlementaire Alcalá Zamora. Manuel Azaña, qui se trouve alors à Barcelone sans participer aux événements, est arrêté, puis rapidement relâché. Les mouvements de grève durent jusqu'au 11 octobre.

Au Pays Basque, la grève est suivie jusqu'au lendemain. Dans certaines zones minières, les comités antifascistes déclenchent une véritable révolution et résistent à la cavalerie envoyée de Burgos et de Vitoria. Dans l'Aragon, et certaines régions minières de l'Andalousie et du Levant, l'insurrection ouvrière tient aussi tête plusieurs jours à l'armée gouvernementale.

Mais c'est dans la région des Asturies que le mouvement prend une dimension massive et emblématique. En 24 heures, les ouvriers de cette région minière prennent le contrôle de quarante casernes, occupent des fabriques et organisent des barricades dans la capitale, Oviedo, contre les troupes gouvernementales. Durant deux semaines, les comités ouvriers mettent en place une véritable révolution. Ils organisent le pouvoir, l'administration de la région, le fonctionnement de l'industrie sidérurgique, l'approvisionnement des combattants et des populations civiles, le contrôle des transports, de l'énergie électrique, de la radio et, entre autres, des services publics. Ils adressent le communiqué suivant au Parti communiste espagnol :

Toute la province est entre nos mains. Nous avons proclamé la République socialiste des ouvriers, paysans et soldats. Nous avons 100 000 ouvriers sous les armes et une brigade d'alarme de 10 000 hommes. Les fabriques qui sont notre propriété fabriquent pour nous du matériel de guerre. Les boulangers travaillent nuit et jour. Mardi, nous avons pris la fabrique d'armes d'Oviedo, après avoir fait, pendant 5 jours, le siège de cette ville. Nous avons ensuite proclamé le gouvernement ouvrier et paysan.⁸

Le gouvernement central de la République fait appel aux troupes coloniales pour réprimer l'insurrection. Le 12 octobre, l'assaut d'Oviedo est lancé. Mais l'armée ne vient à bout des comités ouvriers que le 19 octobre. Les combats se soldent par plus d'un millier de victimes et deux milliers de blessés parmi les insurgés (1051 selon les statistiques de la Direction de la Sécurité⁹, sûrement bien inférieures à la réalité; 2500 selon le journal *Epoca*¹⁰). Mais les chiffres, instrumentalisés, sont difficiles à établir avec certitude. Aux nombreux morts des affrontements, il faut ajouter quelque 30 000 arrestations (chiffre également approximatif), des interrogatoires musclés et de nombreuses exécutions punitives. Certaines, comme l'assassinat du journaliste Luis de Sirval, soulèvent des protestations. D'autres mesures viennent sanctionner les événements comme l'annulation de l'autonomie de la Catalogne, l'abrogation de la semaine de 44 heures pour les ouvriers de la métallurgie et la mise en place de la contre-réforme agraire. Quant à Franco, il est promu par Lerroux à la direction de l'armée coloniale d'Afrique.

Solidarités helvétiques

En Suisse, le soulèvement ouvrier espagnol d'octobre 1934 ne passe pas inaperçu. Il est largement relayé par la société civile, les groupes politiques et

8. Communiqué du 12 octobre reproduit dans *La Lutte*, 20 octobre 1934.

9. In Tuñón de Lara, «La segunda...», *op. cit.*, p. 209.

10. Archives Générales de l'Administration (désormais AGA), Alcalá de Henares, 11703, repris dans *La Lutte*, 23 octobre 1934.

la presse. Les archives espagnoles et suisses permettent d'attester l'écho important de ces événements en Suisse et les réactions qu'ils ont suscitées. Les rapports conservés par le ministre de la République espagnole à Berne, Julio López de Oliván, le consul d'Espagne à Genève, Juan Teixidor Sánchez, et celui de Zurich, Eduardo Ma Danis (plus de 500 pièces) attestent, dans les fonds espagnols, la vague de solidarité déclenchée par le mouvement insurrectionnel ibérique, mais également la manière dont il a été diabolisé par les milieux conservateurs helvétiques¹¹.

Les réactions de solidarité en Suisse ont été de deux ordres : il s'agissait d'une part de soutenir les luttes démocratiques des ouvriers et des paysans pauvres en Espagne et d'autre part de dénoncer la répression du gouvernement républicain de 1934 à leur encontre. Ces démarches ont suscité un intérêt variable des représentants du gouvernement Lerroux, très préoccupés par l'image de l'Espagne au sein de la communauté internationale.

Protestations solidaires autour de l'insurrection des Asturies

Le 15 octobre 1934, une ouvrière zurichoise s'adresse au Consulat espagnol pour protester «contre l'emploi de l'artillerie et des bombes aériennes contre les prolétaires qui luttent pour le droit au travail, au pain et à la liberté»¹². Le mouvement insurrectionnel des Asturies est alors devenu une métonymie de l'antifascisme en Europe. Son plaidoyer, nettement militant, se termine par un appel à la révolution du prolétariat espagnol.

Dans le même esprit, 200 ouvriers et artisans de Schaffhouse, convoqués par l'Internationale du Secours ouvrier, expriment leur «complète sympathie aux héroïques combattants, ouvriers et pauvres d'Espagne» en protestant contre «les massacres bestiaux perpétrés par le gouvernement Lerroux», et spécialement «contre les peines de mort prononcées contre les révolutionnaires». Ils s'engagent à «organiser une large vague de solidarité pour les héros espagnols dans une action unifiée contre les forces antifascistes»¹³.

Bien sûr, ces protestations indépendantes n'ont pas un grand effet sur le consul qui transmet les lettres à Berne en indiquant qu'elles n'ont, à son avis, «aucune importance», provenant de personnes «complètement inconnues»¹⁴. Aucun questionnement sur la légitimité des répressions n'intervient dans ses lettres.

11. AGA, fonds (10) 84 54, 11703 et 11704.

12. Lettre adressée au Consulat espagnol de Zurich, 17 octobre 1934, AGA 11703.

13. *Idem*.

14. AGA, lettre du consul E. M. Danis à Zurich au ministre d'Espagne à Berne, 18 octobre 1934.

Par contre, les manifestations de forces politiques organisées suscitent davantage d'attention. Différentes organisations du mouvement ouvrier suisse témoignent ainsi de leur solidarité aux ouvriers espagnols en lutte et manifestent leur hostilité à la répression. Le représentant espagnol prend cette fois la peine d'y répondre et de les transmettre à Madrid¹⁵.

Par exemple, le 12 octobre, à Berne, le président du Parti socialiste suisse, Reinhard, évoque le développement de la révolution espagnole et son impuissance face aux répressions républicaines, rendant hommage aux morts pour la liberté. Ce discours est prononcé lors d'une manifestation organisée en faveur de la solidarité ouvrière internationale et fait suite à l'allocution du chef du Front de la Liberté de la Sarre, Max Braun, porte-parole des victimes de la politique d'Hitler dans sa région. Il est repris dans la presse helvétique¹⁶.

L'action socialiste répond aux décisions de manifestations communes prises avec les communistes. La veille, le comité exécutif de l'Internationale communiste (IC) avait chargé «les camarades Cachin et Thorez de se mettre immédiatement en contact avec les représentants de l'Internationale socialiste (son président Vandervelde et son secrétaire Adler) pour coordonner les formes concrètes et l'exécution pratique de ces actions communes»¹⁷. Pour l'IC, seule l'unité de la classe ouvrière mondiale pouvait apporter une aide aux ouvriers espagnols et barrer le chemin à la réaction en Espagne comme dans le reste du monde. L'accent était donc mis sur les actions urgentes, concrètes et communes de solidarité. L'Internationale ouvrière socialiste (IOS) avait répondu positivement à l'appel et une entrevue avait été fixée. Pour les communistes, il s'agissait d'organiser en commun des manifestations et des réunions pour informer l'opinion internationale de la situation espagnole, empêcher toute livraison d'armes au gouvernement Lerroux, protester politiquement dans les parlements européens contre les exécutions barbares et organiser l'acheminement d'aide aux ouvriers en lutte, ainsi qu'aux victimes de la répression. Mais les représentants socialistes, malgré la gravité de la situation, ont répondu devoir attendre l'approbation de l'IOS qui ne devait se réunir que le 13 novembre à Paris. Au niveau suisse, cependant, la proposition du comité central du PC à ceux du PS et de l'USS «d'organiser immédiatement des manifestations et des meetings communs en solidarité au prolétariat espagnol en lutte» est acceptée¹⁸.

15. AGA, diverses lettres du ministre d'Espagne à Berne aux intéressés et à la Direction du Ministère de Politique et Commerce à Madrid, 21-23 octobre 1934.

16. AGA, information reprise, entre autres, dans *Libera Stampa*, 15 octobre 1934.

17. Voir *La Lutte*, 13 octobre 1934 et *Le Droit du Peuple* du 18 octobre 1934. Ainsi que Nic Ulmi, «Solidarité...», *op. cit.*, p.214.

18. *Ibid.* Voir aussi *La Lutte*, 24 novembre 1934.

Mais cette action n'a pas l'envergure qu'aurait atteinte une mobilisation unitaire internationale, ce que l'IC reprochera plus tard aux socialistes.

Une autre opinion internationale fait réagir les autorités consulaires. Lors de la Conférence Internationale sur le Désarmement, à Genève, quelques délégués font part de leurs critiques au consul d'Espagne. Ils pointent du doigt l'incohérence entre l'attitude ferme de la délégation espagnole sur le désarmement et les mesures prises parallèlement par la République qui ont tout l'air d'une marche vers la dictature. La nouvelle, publiée dans le *Journal des Nations* du 19 octobre, préoccupe le diplomate espagnol¹⁹.

Le 17 octobre, le président de l'assemblée des délégués du Parti social-démocrate de Zurich adresse un courrier de protestation au Ministre d'Espagne à Berne. Il s'élève contre les sentences des tribunaux militaires en Espagne vis-à-vis du peuple espagnol qui «luttait et lutte pour la Liberté et la Justice». Le PSD zurichois parle également du devoir incombant à l'opinion publique mondiale de s'opposer au régime espagnol d'alors²⁰. Trois jours plus tard, pour donner suite à la décision de l'assemblée de ses délégués, c'est au tour du Parti socialiste zurichois d'adresser à Julio López Oliván la même protestation contre les tribunaux militaires et de vives accusations contre une République liberticide.

Le 21 octobre, «1000 jeunes travailleurs» réunis à Orbe par les Jeunesses socialistes s'adressent au Ministre d'Espagne à Berne²¹. Ils lui font part de leur indignation face à la répression sauvage du gouvernement espagnol et demandent l'acquittement des inculpés. Le ton de la lettre est enflammé. Les «jeunes travailleurs suisses» transmettent leur solidarité à leurs «camarades espagnols» et qualifient la République espagnole de gouvernement «radicale-fasciste».

Au mois de novembre, quelques semaines après l'insurrection, divers groupes continuent à réagir vivement. Ils centrent leurs protestations sur la répression. L'aide aux victimes mobilise la solidarité et le problème des réfugiés commence à se poser. Réunions et conférences se succèdent sur la tragédie espagnole et quelques collectes sont organisées²². Par exemple, le 5 novembre, l'Assemblée des délégués des Jeunesses socialistes suisses tenue à Aarburg adresse une lettre à la Légation d'Espagne à Berne contre l'injustice des sentences; elle demande la libération des prisonniers ainsi que l'annulation des peines de mort.

19. AGA, rapport du consul d'Espagne au ministre plénipotentiaire à Berne, 19 octobre 1934.

20. AGA, lettre du président du PSD de Zurich au Ministre d'Espagne à Berne, 17 octobre 1934.

21. AGA, lettre du président des Jeunesses socialistes d'Orbe au ministre d'Espagne à Berne, 21 novembre 1934.

22. Il est extrêmement difficile de chiffrer le montant total des collectes, mais il ne paraît pas élevé. Nic Ulmi recense une somme de quelques centaines de francs suisses pour 1934 et 1935 («Solidarité...», *op. cit.*).

Le 9 novembre 1934, date symbolique pour le mouvement ouvrier suisse, deux ans jour pour jour après la fusillade déclenchée par l'armée lors d'une manifestation ouvrière contre le fascisme, le Parti socialiste genevois, en présence de son président Léon Nicole, organise une commémoration avec un hommage appuyé aux représentants du mouvement ouvrier espagnol. La portée de cette référence à l'Espagne fait l'objet d'un rapport du chargé d'affaires à Berne. Son auteur, Luis Martinez-Merello, qualifie cette commémoration de «manifestation marxiste»²³.

Le lendemain, c'est la visite de deux délégués du Comité Suisse contre la Guerre et le Fascisme au consul d'Espagne de Zurich qui est signalée à son supérieur à Berne. Le Comité a protesté contre la répression républicaine injuste et brutale exercée contre les ouvriers espagnols dans leur lutte antifasciste et demandé la libération des prisonniers. Le 13 novembre, le quotidien communiste *Kämpfer* relaye la démarche du Comité suisse et s'insurge contre les méthodes fascistes déployées en Espagne par les forces militaires et policières contre les ouvriers et leurs familles. Le rapport du représentant consulaire minimise l'incident :

*À mon avis, toutes ces protestations, tant qu'elles ne sortiront pas du camp communiste, n'ont pas de véritable importance, car ce parti est ici peu nombreux. Elles pourraient en avoir davantage si les socialistes y prennent part, car ils sont assez nombreux à Zurich et ils ont la majorité à la municipalité. Mais jusqu'à présent, rien ne s'est produit dans ce sens*²⁴.

Le 29 novembre, une Conférence sur les événements d'Espagne est organisée à la Maison du peuple de Renens, au profit des victimes de la révolution et de la répression, par les syndicats du bâtiment et de la métallurgie, ainsi que par la Centrale d'éducation ouvrière. À cette occasion, le leader communiste Jules Humbert-Droz joue le rôle d'orateur principal. Le 3 décembre, le journal socialiste lausannois *Le Droit du Peuple* mentionne le succès de la conférence et une collecte en faveur des victimes qui a rapporté 42,60 francs. Le résultat financier n'est pas énorme, mais la réponse à l'appel à la solidarité organisé par les syndicats ouvriers, qui a rassemblé plus de 200 personnes selon les organisateurs, montre une fois encore la solidarité du mouvement ouvrier suisse envers les ouvriers des Asturies.

23. AGA, lettre du chargé d'affaires de la Légation d'Espagne à Berne au Ministère de Politique et Commerce à Madrid, 13 novembre 1934.

24. AGA, lettre du consul E. M. Danis à Zurich au ministre d'Espagne à Berne, 17 novembre 1934 [Notre traduction].

Nous adressons à nos camarades espagnols, en lutte pour un idéal de justice et de liberté, et aux prises avec la répression la plus violente et sanguinaire, l'expression de notre solidarité. Nous lutterons dans la mesure de tous les moyens qui sont en notre pouvoir pour leur venir en aide²⁵.

La crise des Asturies dans la presse ouvrière

En dehors des actions de protestations adressées aux représentants de la République ou exprimées dans le cadre de manifestations, les rapports diplomatiques révèlent l'attention portée aux prises de position de la presse helvétique.

Les journaux offrent en effet une tribune significative aux forces politiques. Conscientes de cet enjeu, les autorités suisses ont d'ailleurs envisagé la censure. Un décret fédéral du 26 mars 1934 prévoyait des mesures contre les organes de presse perturbant les bonnes relations entre la Suisse et les autres États. Le conseiller fédéral Baumann, chef du Département de Justice et Police, a ainsi obtenu de ses collègues la possibilité de créer une commission de presse comprenant 3 à 5 membres qui déciderait si nécessaire de la suspension d'un journal²⁶.

Dans le cas de la crise espagnole, la presse a joué un rôle déterminant²⁷. Les préoccupations du ministre d'Espagne à Berne en témoignent. À titre d'exemple, mentionnons l'annonce, le 10 octobre 1934 dans *Le Travail*, du déversement par des avions du gouvernement Lerroux «de gaz toxiques contre les ouvriers» sur différents centres des Asturies. Cette publication provoque une forte réaction du représentant diplomatique espagnol qui tente sans succès d'obtenir une rectification ; il demande aussi par télégramme à l'État espagnol un rapport détaillé infirmant ces accusations²⁸.

Dès les premiers jours du soulèvement ouvrier dans toute la péninsule et particulièrement dans les Asturies, la presse helvétique a porté une attention soutenue à la situation espagnole. Il faut préciser à ce propos qu'en amont, elle avait largement évoqué, au cours des mois précédents, les tensions vécues par la République, en particulier depuis le triomphe de la droite aux élections du

25. Rapport du ministre d'Espagne à Berne au Ministère de Politique, à Madrid, 3 décembre 1934, reproduisant l'annonce et le compte rendu de la conférence dans *Le Droit du Peuple*, Lausanne, 29 novembre et 3 décembre 1934.

26. Rapports de la presse suisse du Ministre d'Espagne à Berne au Ministère de Politique espagnol à Madrid, 1934, AGA 11704.

27. L'Espagne, d'ailleurs, allait être quelques mois plus tard un terrain d'essai du façonnement de l'opinion publique internationale par des journalistes. Voir Paul Preston, *Idealistas bajo las balas : correspondales extranjeros en la guerra de España*, Madrid, Debate, 2007.

28. *Le Travail*, 10 octobre 1934. Ainsi que télégramme du ministre d'Espagne à Berne au Gouvernement républicain à Madrid, 14 octobre 1934, in AGA 11703.

printemps 1934. Dans un contexte européen caractérisé par la polarisation des forces politiques, la crise espagnole symbolisait les affrontements idéologiques de cette période. Elle permettait d'observer une expérience démocratique en Espagne qui était aussi décriée par la presse conservatrice qu'elle était idéalisée par les journaux de gauche²⁹.

Avant d'aborder la presse du mouvement ouvrier, évoquons brièvement les attaques des organes conservateurs entre mars et septembre 1934. Ceux-ci ont centré leurs articles sur la peur générée par le prétendu chaos ibérique. C'est le cas par exemple de Maurice Muret, dans la *Gazette de Lausanne*, insistant sur l'incapacité de l'Espagne à s'adapter à la démocratie; le journal radical bernois *Der Bund* évoque de son côté le problème posé par les revendications régionalistes, s'ajoutant aux difficultés du gouvernement républicain auquel il prédit un échec total. Le *Journal de Genève* publie des articles sur la «crise espagnole», contre le mouvement ouvrier et la figure de Largo Caballero. La *Liberté* parle des menaces et des hésitations des socialistes espagnols, incarnées par une politique anticléricale et marxiste. La *Neue Zürcher Zeitung* adresse des éloges à Lerroux qui serait, à l'instar de Mussolini, un homme d'expérience en matière de mouvements révolutionnaires. Au Tessin, *Il fascista svizzero* publie également des articles sur la «terreur en Espagne» et les prétendues folies sanguinaires marxistes, évoquant au passage la complicité des socialistes suisses³⁰.

Le gouvernement Lerroux a cédé aux pressions de la droite et remis en cause les réformes républicaines (laïcisation des écoles, sécularisation des biens ecclésiastiques, etc.). Le printemps républicain avait été perçu comme porteur d'espoir pour le mouvement ouvrier international; et le gouvernement de 1934 venait de briser ce rêve. Les luttes politiques espagnoles prennent ainsi la dimension d'une cause mondiale symbolisant l'affrontement entre fascisme et antifascisme. Du coup, le *Journal de Genève* se réjouit de la poigne dont a fait preuve le gouvernement central face à deux dangers: les mouvements séparatistes proclamés en Catalogne et propagés en Galice et au Pays Basque, ainsi que la revendication d'un retour à la République d'Azaña de 1931. Ces dangers auraient pu, en effet, inaugurer une ère de désordre et de bolchévisation en Espagne. La *Gazette de Lausanne* répète à plusieurs reprises que l'Espagne, pays de *pronunciamientos*, n'est pas encore mûre pour l'exercice de la démocratie. Il faut donc une dictature pour résoudre le problème espagnol.

29. Pour les citations d'articles de presse qui suivent, voir les rapports de la presse suisse du ministre d'Espagne à Berne au Ministère de Politique espagnol à Madrid, 1934, AGA 11703.

30. *Il fascista svizzero*, Lugano, 27 octobre 1934.

Dans la presse de gauche, en revanche, notamment dans les organes socialistes *Le Travail* et *Volksrecht*, les événements d'octobre donnent lieu à des rapports enflammés et solidaires. *Le Travail* est le plus prolix. Dès le 9 octobre et durant un mois, il dédie un à deux grands articles par numéro à la situation espagnole. La situation est décrite sur le mode d'une geste héroïque et chaque foyer insurrectionnel, comme la grève générale de Madrid, caractérisée par des affrontements violents entre ouvriers et forces de l'ordre, fait l'objet d'une chronique. Cette lutte est qualifiée de «guerre civile», le gouvernement Lerroux de «gouvernement clérical-fasciste» et la vie quotidienne des ouvriers dans une ville en état de siège décrite dans sa résistance aux privations, à la violence répressive et aux arrestations³¹. D'autres villes sont évoquées comme Séville, Malaga, Grenade, Tétouan (Maroc espagnol) où la grève générale a triomphé alors que la répression gouvernementale sévit férolement. Il en va de même pour Barcelone, lieu de bataille entre la Generalitat qui avait déclaré l'indépendance de la Catalogne et l'armée gouvernementale. Encore un symbole de résistance désigné comme «la tragédie catalane» où les «masses ouvrières» tentent de défendre l'idéal d'autonomie promis par la République de 1931. Parallèlement, le journal mentionne la Déclaration de la République autonome du Pays Basque. Mais la part la plus importante des récits concerne l'insurrection ouvrière dans les Asturies. Les articles soulignent que, durant deux semaines, les comités ouvriers asturiens ont résisté aux assauts de l'armée gouvernementale et de la légion, notamment dans la ville d'Oviedo dont les sites principaux ont été détruits par des bombardements. Le 18 octobre, un appel poignant au mouvement ouvrier international est lancé pour les Asturies: «Les travailleurs de tous les pays sont animés d'une solidarité ardente à l'égard de leurs frères espagnols...» Le 31 octobre, le journal socialiste constate la victoire des réactionnaires espagnols et fait le bilan des victimes. De novembre à début décembre, il consacre encore à l'Espagne un article par numéro, à propos des arrestations, des exécutions et de la répression du gouvernement Lerroux. Le 17 novembre, il évoque en particulier «la guerre civile en Espagne»... Ce qui montre que la portée de leur violence, assimilée à une guerre, était fortement ressentie. Le 5 décembre, le journal, dans un grand article de synthèse, «Révolution et contre-révolution en Espagne», rend encore hommage à l'union et au courage du mouvement ouvrier espagnol et à la désillusion suscitée par cette funeste issue.

31. En lisant ces lignes, le lecteur d'aujourd'hui ne peut s'empêcher de penser que cette situation n'est pas éloignée du début de la guerre civile de 1936, lors de la résistance de Madrid aux rebelles franquistes marquée par le mot d'ordre de la dirigeante communiste Dolores Ibarruri, *¡No pasarán!*

La presse communiste, à travers l'hebdomadaire *La Lutte*, dédie deux articles en octobre 1934 à «l'insurrection des travailleurs espagnols». Le soulèvement des Asturias est présenté dans la perspective de sa dimension internationale. À titre d'exemple, *La Lutte* publie «le programme du gouvernement ouvrier et paysan d'Espagne», repris du journal espagnol *Mundo obrero*, du 3 octobre, à la veille de la révolution ouvrière. Celui-ci comprend 13 points pour l'amélioration de la condition ouvrière et paysanne en Espagne (collectivisation des terres confisquées à l'Église, annulation des dettes des paysans, octroi d'équipements de travail agricole ainsi que de crédits, collectivisation de l'appareil industriel, étatisation des services et des banques, réduction des heures de travail, instauration d'une assurance maladie, accidents et chômage, baisse des impôts des petits commerçants et artisans, abolition de toutes formes d'armée permanente et liquidation des officiers et généraux, création d'une armée rouge des ouvriers dont le commandement serait nommé par les soldats, indépendance de la Catalogne, du Pays Basque et de la Galice, ainsi que des colonies, alliance avec l'Union soviétique).

Le cas espagnol est perçu dans le contexte des luttes européennes contre la montée du fascisme et comme un moyen de faire avancer la cause des ouvriers dans le monde entier. L'exemple de l'unité des partis socialiste et communiste dans cette lutte des Asturias paraît un idéal à suivre. Dans le numéro du 13 octobre, le journal transmet l'offre d'union et d'action urgente soumise le 11 octobre par le Comité exécutif de l'Internationale communiste à son homologue socialiste, qui soulignait que «la victoire de la réaction fasciste-monarchiste en Espagne, après l'avènement du fascisme en Allemagne et en Autriche, n'apporterait pas seulement des souffrances incalculables à la classe ouvrière et aux paysans d'Espagne, mais serait un coup dur porté à tout le prolétariat international».

Durant le mois de novembre, *La Lutte*, comme son homologue socialiste, se concentre sur les dénonciations de la féroce répression gouvernementale dans les Asturias. Elle reprend aussi des informations de la presse conservatrice espagnole, comme l'*ABC* du 16 octobre 1934, pour donner à voir la barbarie de l'ennemi à travers ses propres porte-parole :

Les légionnaires ont fait un véritable nettoyage des ennemis à Oviedo, avec leurs méthodes expéditives et efficaces dans des moments aussi graves dans lesquels ils étaient assassinés par derrière. Ils ont su «régler leur compte» à tous ceux qui furent trouvés les armes à la main ou surpris dans des attitudes agressives (!). Le châtiment a été exemplaire et d'accord en tout moment avec les plus sévères lois de la guerre³².

32. Cité dans *La Lutte*, 3 novembre 1934, p. 3.

Enfin, *Le Réveil anarchiste* consacre quelques articles à l'Espagne d'octobre à décembre 1934. Il y dresse lui aussi un portrait mythique de la révolution sociale espagnole, ainsi que de sa dimension internationale. Le 20 octobre, dans l'article «Tout pour l'Espagne», il la montre par exemple comme un îlot de résistance face à l'abdication universelle et au virus totalitaire qui contamine l'humanité. Dans cette contribution très militante transparaît l'universalité de l'expérience révolutionnaire espagnole. Après une vive critique du gouvernement Lerroux et le constat amer d'un «monde économiquement mûr pour l'anarchie, mais psychologiquement loin de l'anarchie», il lance un vibrant appel à une unité mondiale et solidaire envers une Espagne porteuse d'espoir libertaire pour l'humanité entière, mais réduite dans sa solitude à lutter sans moyens :

La conclusion ? Elle s'impose d'elle-même. Tout l'effort anarchiste mondial devrait se concentrer sur la péninsule ibérique. Ce sont surtout les moyens matériels de propagande et de combat qui manquent à nos camarades.

Il faudrait tenter de les leur fournir par des souscriptions dans tous les pays d'Europe et d'Amérique. Au lieu de disperser les activités dans des entreprises sporadiques à peu près stériles, il faudrait porter les efforts conjugués de l'anarchisme international sur le point où l'ennemi est le plus vulnérable.

Que manque-t-il pour que l'idéal libertaire devienne partout réalité ? Un exemple ! L'exemple d'une société pouvant vivre heureuse sans maîtres. Le monde, dans ce cas, deviendrait vite psychologiquement mûr pour l'anarchie !

Tout pour l'Espagne, pour que d'Espagne vienne la libération de tous !³³

Il nous faut mentionner aussi de nombreux autres articles en Suisse alémanique. Ainsi, le *Volksrecht* de Zurich transmet des informations sur la situation espagnole à travers l'un de ses correspondants à Madrid. Ces articles sont repris par l'*Arbeiter Zeitung* de Winterthour. À Zurich, *Der Kämpfer* suit également de près la lutte révolutionnaire en Espagne face à la terreur sanglante de l'État. Le 12 octobre, à l'instar de l'appel lancé par l'Internationale communiste, le journal zurichois lance un appel à l'union des gauches et à manifester en solidarité avec les travailleurs espagnols. Cette initiative est également reprise par *Das Volk*, un autre journal zurichois. Citons également la *Zürcher Volkszeitung* ou le *Oberländisches Volksblatt* qui s'inquiètent d'une République espagnole sur le chemin de la dictature en citant la répression gouvernementale face aux luttes ouvrières. Ils évoquent l'intervention de Franco et la montée en puissance de la droite républicaine incarnée par Gil Robles et Lerroux,

33. *Le Réveil anarchiste*, 15 décembre 1934.

Au Tessin, *Libera Stampa* reprend également la dimension internationale de la lutte espagnole et rend compte d'autres formes de mobilisation en Suisse. L'organe socialiste tessinois fournit des informations sur les événements espagnols durant les mois d'octobre, de novembre et décembre.

Les archives espagnoles gardent encore la trace de nombreux articles de presse prélevés par les représentants diplomatiques en Suisse. Il faudrait citer d'autres journaux comme *La Sentinel* de la Chaux-de-Fonds, le *Berner Tagwacht*, le *Basler Vorwärts*, le *Freie Schweiz* de Lucerne, le *Volksstimme* de Saint-Gall, etc. La liste n'est de loin pas exhaustive et mérirerait une étude plus systématique dépassant les limites de cet article.

La mémoire des Asturies a-t-elle un sens aujourd'hui ?

Pour conclure, nous pouvons dire que les mouvements révolutionnaires espagnols du mois d'octobre 1934 ont fortement mobilisé le mouvement ouvrier suisse. Déjà attentifs aux événements qu'avait connus l'Espagne depuis l'avènement de la République en 1931, de nombreux acteurs politiques ont vivement réagi à la «commune espagnole». L'expérience révolutionnaire des Asturies a ainsi donné lieu à une vague de protestations, manifestée sous diverses formes revendicatives.

Pour la gauche militante, l'expérience asturienne a représenté la première révolution socialiste espagnole au cours de laquelle les travailleurs ont vraiment pris le pouvoir. Les archives espagnoles gardent la trace des réactions des milieux ouvriers dans le contexte des années 1930 en Suisse comme en Europe. Ceux-ci se sont identifiés à une lutte perçue comme un symbole de l'antifascisme pour toute l'humanité. Dans les interpellations que les représentants du mouvement ouvrier adressent aux différents porte-parole de la République espagnole en Suisse, la révolution des Asturies apparaît comme un paradigme de geste héroïque. Des messages de soutien ont afflué vers les représentations diplomatiques. Ces actes de solidarité s'accompagnent aussi d'accusations contre les actions répressives très violentes menées par une République dont la politique était dictée par les représentants de la droite, majoritaire au gouvernement.

La mobilisation ouvrière helvétique a été importante, même si elle ne s'est pas traduite par un grand soutien financier. Elle s'est distinguée à plusieurs reprises par l'organisation de manifestations de solidarité envers «la révolution espagnole». La presse ouvrière n'a cessé de se mobiliser pour transmettre le

34. Julio Aróstegui, *Por qué el 18 de julio... Y después*, Barcelone, Flor del viento ediciones, 2006, p. 255.

récit des événements d'Espagne et relayer des appels à la solidarité. La gravité des affrontements a bien été ressentie et, sans céder à une vision téléologique, il faut reconnaître que l'année 1934 a marqué un tournant pour le mouvement ouvrier espagnol et international, mais aussi pour une droite espagnole victorieuse.

En 1934, la République a fait appel à l'armée pour maîtriser un mouvement révolutionnaire. Quelques mois plus tard, en juillet 1936, c'est au nom de cette même République que les auteurs du coup d'État militaire (dont des responsables de la répression de 1934) vont prétendre se soulever préventivement contre un présumé «danger rouge»³⁴.

Pour l'histoire du mouvement ouvrier, cette période controversée de l'expérience républicaine représente une étape décisive dans l'évolution des tentatives «révolutionnaires» en Espagne, entre les réformes du printemps 1931 et leurs formes de radicalisation en 1936, au début de la guerre civile. L'attitude des différents acteurs de la crise de 1934 a été déterminante pour la période qui a suivi. Dans ses mémoires, Azaña évoque ainsi le poids négatif qu'ont eu les événements révolutionnaires dans la décision de non-intervention étrangère prise en décembre 1936 par la Société des Nations³⁵.

Après la guerre civile, le franquisme poursuit sa répression féroce contre le mouvement ouvrier, condamnant beaucoup de ses militants à l'emprisonnement, à la clandestinité ou à l'exil. Il faut attendre la fin de la dictature pour reposer la question des réformes sociales. La transition démocratique tente alors de faire renaître les idéaux républicains du *bienio* progressiste (autonomies, liberté d'expression, éducation laïque, loi sur le divorce, etc.). Mais là encore, après 46 ans de dictature, le chemin n'est pas sans difficultés.

Aujourd'hui, la mémoire de la tragédie des Asturies reste un sujet controversé. Les événements de 1934, diabolisés et instrumentalisés par des révisionnistes comme Pío Moa, sont présentés par cette propagande conservatrice comme responsables de la guerre civile³⁶. La thèse du soulèvement «préventif» des généraux en juillet 1936, au nom de la sauvegarde de la «vraie» République, reprend droit de cité. Du côté de la gauche démocratique, en revanche, cette période est revisitée et fait à nouveau sens pour repenser par exemple le statut

35. Manuel Azaña, *Causas...*, *op. cit.*, p. 57. Voir aussi Angel Viñas, *La soledad de la República, el abandono de las democracias y el viraje hacia la Unión Soviética*, Barcelone Critica, 2006.

36. Pío Moa, *1934: comienza la Guerra Civil: el PSOE y la Ezquierda emprenden la contienda*, Barcelone, Altera, 2004. Pour une critique de cette dérive, voir Alberto Reig Tapia, *Anti Moa*, Barcelone, Ediciones B, 2006.

de la violence, la nature de la répression, le rôle de l'armée espagnole au-delà des bornes chronologiques de la guerre civile³⁷. Elle pourrait également inciter de nouvelles recherches évaluant le rôle de cette expérience dans la solidarité ou la non-solidarité internationale envers l'Espagne républicaine de la guerre civile.

Mari Carmen Rodriguez

37. Voir Javier Muñoz, José Luis Ledesma et Javier Rodrigo (coord.), *Culturas..., op. cit.*



Enfin en sécurité!

Les souliers neufs sont
essayés avec le plus
grand sérieux.

Page d'une brochure de l'OSEO, Espagne meurtrie, soulagez ses souffrances ! Zurich, s. d. [automne 1937]. « Nos camions suisses évacuent quotidiennement 60 enfants de l'enfer de Madrid. »